

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-SAÔNE

DIRECTION DES ACTIONS  
INTERMINISTÉRIELLES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DE L'URBANISME

ARRETE PREF/D2/V/2006 N° 1578 du 26/06/2006

autorisant le renouvellement de l'autorisation et l'extension d'une carrière de roches massives par la Sarl FEDY sur le territoire de la commune d'AUTOHISON lieu-dit "les Lavières"

*Didic  
+ CEDRIC  
fait*

LE PREFET DE LA HAUTE-SAONE

- VU le Code de l'Environnement, le titre 1<sup>er</sup> du livre V ainsi que le titre 1<sup>er</sup> du livre II
- VU le Code Minier
- VU le Code Forestier et notamment ses articles L 141.1 et L 141.2, L 211.1, L 311.1 à L 311.4, L 312.1, L 313.1 à L 313.5, L 314.1 à L 314.4
- VU la loi du 2 mai 1930 modifiée sur la protection des sites ;
- VU la loi n° 76.629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature et le décret n° 77.1141 du 12 octobre 1977 modifié pris pour son application
- VU la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 modifiée sur l'eau
- VU la loi n° 93.24 du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques
- VU la loi n° 2001.44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive
- VU la nomenclature des installations classées
- VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977
- VU le décret n° 99.116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières, en application de l'article 107 du Code Minier
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrières
- VU l'arrêté interministériel du 1<sup>er</sup> février 1996 modifié le 30 avril 1998 fixant le modèle d'attestation des garanties financières prévue à l'article 23.3 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977
- VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

VU les arrêtés ministériels du 10 février 1998 et du 9 février 2004 relatifs à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières

VU l'arrêté préfectoral n° 40 du 11 mars 1998 approuvant le schéma départemental des carrières

VU l'arrêté préfectoral n° 11 du 19 avril 2005 mettant à jour le schéma départemental des carrières

VU l'arrêté préfectoral n° 207 en date du 1<sup>er</sup> février 1991 autorisant la SARL FEDY à exploiter une carrière de roche massive sur le territoire de la commune d'AUTHOISON

VU la demande datée du 10 juin 2005, enregistrée le 20 juin 2005, présentée par Monsieur Alain MARGUIER, gérant de la SARL FEDY Frères dont le siège social est situé à COGNIERES (70230) à l'effet d'être autorisé à exploiter la carrière existante à ciel ouvert de roche massive et une installation de traitement des granulats sur une superficie totale de 10 ha 21 a 50 ca sur le territoire de la commune d'AUTHOISON au lieu-dit « Les Lavières » portant sur les parcelles cadastrées section ZC n° 18 et n° 19.

VU l'arrêté préfectoral n° 2041 en date du 30 août 2005 prescrivant le déroulement d'une enquête publique du 23 septembre 2005 au 26 octobre 2005 inclus

VU le registre d'enquête publique, les conclusions et l'avis du Commissaire Enquêteur enregistrés en Préfecture de Haute Saône le 5 décembre 2005

VU les avis des services administratifs :

- Service Interministériel de Défense et de Protection Civile en date du 13 septembre 2005
- Direction Régionale des Affaires Culturelles - Service Régional de l'Archéologie en date du 14 septembre 2005
- Direction Départementale de l'Équipement en date du 23 septembre 2005
- Direction Régionale de l'Environnement en date du 14 octobre 2005
- Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 14 octobre 2005
- Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt notamment chargée de la Police de l'Eau, en date du 2 novembre 2005
- Conseil Général de la Haute Saône en date du 30 novembre 2005
- Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 22 janvier 2006

VU la délibération du Conseil Municipal des communes de :

- Authoison en date du 14 mai 2004
- Filain en date du 23 septembre 2005
- Vy les Filain en date du 14 octobre 2005
- Villers Pater en date du 2 novembre 2005
- Ruhans en date du 4 novembre 2005
- Pennesières en date du 4 novembre 2005
- Vellefaux en date du 9 novembre 2005

CONSIDERANT que les communes de Quenoche et Echenoz le Sec n'ont pas fait connaître l'avis motivé de leurs conseils municipaux

CONSIDERANT d'une part qu'aux termes de l'article L512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients des installations pour les intérêts visés à son article L511-1 peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral

CONSIDERANT d'autre part, qu'aux termes de l'article L.515-3 du même Code, l'autorisation d'exploitation sollicitée doit être compatible avec le Schéma Départemental des Carrières (SDC), lequel prévoit notamment que « *s'agissant de mobiliser de nouvelles ressources pour des chantiers exceptionnels, en l'occurrence la ligne TGV, les autorisations de carrières existantes, seront strictement limitées à la durée de ce chantier et exclusivement pour la satisfaction des besoins de ceux-ci* ».

CONSIDÉRANT que le demandeur, après avoir signé une convention de foretage avec le maire de la commune d' Authoison et Mme Marcelle Paulin, est légitime à solliciter le renouvellement et l'extension de l'exploitation de cette carrière sur le territoire de la commune de Authoison pour satisfaire, d'une part les besoins en matériaux pour la construction de la ligne LGV et, d'autre part une partie de la demande locale en limitant les nuisances engendrées sur le site déjà exploité, en application de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1<sup>er</sup> février 1991

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 512-1 du Code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement

VU l'avis et les propositions de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Franche-Comté en date du 22 mars 2006

VU l'avis de la Commission Départementale des Carrières en date du 11 avril 2006

L'Exploitant entendu

SUR proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Haute-Saône.

## **A R R E T E**

### **DISPOSITIONS GENERALES**

#### **ARTICLE 1 : BENEFICIAIRE ET DESTINATION DES MATERIAUX**

La SARL FEDY Frères dont le siège social est situé à COGNIERES 70230, est autorisée, sous réserve du strict respect des conditions fixées par le présent arrêté, à poursuivre et à étendre l'exploitation, sur le territoire de la commune d'AUTHOISON au lieu-dit « Les Lavières » de la carrière à ciel ouvert de roches

calcaires ainsi qu'à exploiter une installation mobile de premier traitement des matériaux extraits de cette carrière notamment pour l'approvisionnement en matériaux des chantiers de terrassements de la ligne LGV Rhin Rhône.

1.1. Pour l'approvisionnement en matériaux de la branche Est de la ligne ferroviaire à grande vitesse Rhin-Rhône : Villers les Pots (21) - Petite-Croix (90), la présente autorisation ne vaut que dans les limites strictes des niveaux de production fixés à l'article 4.2 et des besoins en matériaux correspondants aux travaux relatifs aux tronçons A et B de cette infrastructure divisé en lots correspondant à la section Ougney (39) -Auxon-Dessus (25) - Saulnot (70) et Voray-sur l'Ognon (70) - Loulans-Verchamp (70).

**LES TROIS PREMIERES ANNEES, La présente autorisation vaut pour extraire :**

➤ **225 000 tonnes** de production annuelle moyenne pour approvisionner en matériaux les chantiers de terrassements de la branche Est de la Ligne LGV Rhin Rhône sur un secteur allant de l'Est à l'Ouest de Besançon et pour les lots :

- TOARC A4: de Ougney (39) à Chevoz (25)
- TOARC B1 : de Voray sur l'Ognon à Loulans-Verchamp
- TOARC B3 : de Loulans-Verchamp à Saulnot
- B2 : Viaducs de Quenoche et de La Linotte
- B4 : Viaducs de Corcelles

➤ **70 000 tonnes** de production annuelle moyenne pour approvisionner en matériaux les chantiers locaux.

1.2. Le titulaire de la présente autorisation est tenu de justifier des quantités de matériaux dont il prévoit l'extraction, par la présentation des commandes de fournitures correspondantes qu'il détient.

1.3. Simultanément à ces justifications, et dans le cadre des orientations définies à l'article 31.1 du présent arrêté et relatives à la remise en état du site, il précisera en outre et pour chacun des lots de travaux précités qui lui seraient attribués les capacités de remblaiement de la carrière en découlant en indiquant les quantités de déblais de terrassement non valorisables sur le chantier LGV qu'il prévoit d'accueillir dans la carrière. Ces données seront complétées par les éléments prescrits à l'article 31.2 du présent arrêté.

**LA QUATRIEME ANNEE, LA PRESENTE AUTORISATION VAUT POUR EXTRAIRE :**

➤ **125 000 tonnes** de production annuelle moyenne servant à la fourniture des marchés de granulats de qualité (blocs techniques, sous-couche et couche de forme) du chantier LGV.

➤ **70 000 tonnes** de production annuelle moyenne pour approvisionner en matériaux les chantiers locaux.

## **A COMPTER DE LA CINQUIEME ANNEE ET JUSQU'A LA VINGT CINQUIEME ANNEE :**

- **70 000 TONNES** de production annuelle moyenne pour approvisionner en matériaux les chantiers locaux.

### **ARTICLE 2 :**

L'exploitation doit être conduite et les installations disposées et aménagées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires au présent arrêté.

La présente autorisation n'est accordée que sous réserve des droits des tiers qui demeurent expressément réservés. Elle ne vaut pas permis de construire ni autorisation de défrichement.

Sans préjudice des autres prescriptions figurant au présent arrêté, sont applicables à l'exploitation les dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 ci-joint, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux et notamment les articles :

- 9 : déboisement et défrichage
- 10.1 : technique de décapage
- 11.4 : abattage à l'explosif
- 13 : accès - clôture - signalisation du danger
- 17 : prévention des pollutions - dispositions générales
- 18.1 : prévention des pollutions accidentelles
- 18.2 : rejets d'eau dans le milieu naturel
- 19 : limitation de l'émission et de l'envol des poussières
- 20 : équipements de lutte contre l'incendie
- 21 : élimination des déchets
- 22 : prévention du bruit et des vibrations mécaniques

### **ARTICLE 3 : CHANGEMENT NOTABLE**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation et à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial de demande d'autorisation est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation. Cette disposition s'applique notamment pour ce qui concerne les quantités de matériaux à extraire et la remise en état des lieux par apport de matériaux inertes pour combler totalement ou partiellement l'excavation.

### **ARTICLE 4 : LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES**

Les installations, objet de la présente autorisation relèvent, au vu de la nomenclature modifiée des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, des rubriques suivantes :

- **n° 2510-1 : exploitation de carrière : AUTORISATION ;**

*gibz  
fait*

- gidi'c  
fait
- **n° 2515-1** : broyage, concassage, criblage de pierres et cailloux. La puissance installée (1 000 kW) de l'ensemble des machines concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 kW : **AUTORISATION** ;

## **ARTICLE 5 : NIVEAU DE PRODUCTION**

Le volume total de matériaux autorisés à extraire est de l'ordre de 1 185 000 m<sup>3</sup> (environ 2 370 000 t) sous une couverture de 11 135 m<sup>3</sup> de terres végétales et matériaux de découverte, sous réserve des quantités annuelles autorisées ci-après.

### **5.1 AVEC JUSTIFICATION DE LA POSSESSION D'UN MARCHÉ POUR L'APPROVISIONNEMENT EN MATERIAUX DE LA LIGNE LGV**

**Pendant les 3 premières années**, la quantité annuelle moyenne autorisée à extraire est de 295 000 tonnes pour alimenter le chantier de la ligne LGV et les chantiers locaux. La production pourra cependant atteindre 250 000 tonnes par an pour satisfaire des besoins exceptionnels, tout en respectant la moyenne précitée de 225 000 tonnes par an calculée sur la durée de la période considérée telle que prévue à l'article 7 ci-après.

**La 4<sup>ème</sup> année** suivant le chantier de la ligne LGV, la production moyenne sera de 195 000 tonnes. La production pourra atteindre 250 000 tonnes pour satisfaire des besoins exceptionnels tout en respectant la moyenne annuelle de 195 000 tonnes. Pendant les 4 premières années d'exploitation et conformément aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, ces quantités sont des quantités maximales qui seront ajustées et conditionnées aux stricts besoins en matériaux de chacun des lots constitutifs du tronçon B de la branche Est de la ligne LGV pour lesquels le titulaire de la présente autorisation pourra justifier de la possession d'un marché.

**A partir de la 5<sup>ème</sup> année**, la production moyenne annuelle autorisée à extraire sera limitée à 70 000 tonnes pour alimenter les chantiers locaux. La production pourra cependant atteindre 100 000 tonnes sans toutefois dépasser la moyenne annuelle de 70 000 tonnes mentionnée ci-dessus.

### **5.2 EN L'ABSENCE DE JUSTIFICATION DE LA POSSESSION D'UN MARCHÉ POUR L'APPROVISIONNEMENT EN MATERIAUX DE LA LIGNE LGV**

gidi'c fait

La quantité annuelle moyenne autorisée à extraire est de 70 000 tonnes. La production pourra atteindre 100 000 tonnes par an pour satisfaire les besoins de chantiers exceptionnels tout en respectant la moyenne précitée de 70 000 tonnes par an calculée sur la durée de la période considérée telle que prévue à l'article 7 ci-après.

Les valeurs précitées s'entendent des matériaux autres que les terres végétales, poches d'argile rencontrées lors de l'exploitation et matériaux de découverte qui sont conservés sur le site en vue de sa remise en état.

#### **ARTICLE 6 : SUPERFICIE**

Le site de la carrière porte sur une superficie de maximale de 10 ha 21 a 50 ca.

Cette surface sera de fait ajustée au prorata des volumes de matériaux à extraire pour les lots de travaux désignés à l'article 1.2 du présent arrêté et pour lesquels le titulaire de l'autorisation pourra justifier des commandes.

#### **ARTICLE 7 : LIMITES**

Les limites du périmètre autorisé figurent sur le plan annexé à la demande susvisée, dont une copie est jointe au présent arrêté. Les limites extrêmes seront ajustées au prorata des quantités de matériaux à extraire pour les lots de travaux désignés à l'article 1.2 du présent arrêté et pour lesquels le titulaire de l'autorisation pourra justifier des commandes.

Les terrains concernés par la présente autorisation sont référencés en section ZC n° 18 et 19.

#### **ARTICLE 8 : DUREE**

L'autorisation est accordée pour une durée de 25 ans qui inclut la remise en état complète du site dont les modalités sont définies à l'article 31 et suivants du présent arrêté.

#### **ARTICLE 9 :**

L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée pendant la dernière année de la présente autorisation pour permettre l'achèvement de la remise en état du site.

### **AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES ET DECLARATION DE DEBUT D'EXPLOITATION**

#### **ARTICLE 10 :**

L'exploitant est tenu, avant la reprise de l'exploitation, de mettre en place sur l'unique voie d'accès au chantier située au Sud un panneau indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

#### **ARTICLE 11 :**

Dès la signature du présent arrêté, l'exploitant est tenu de mettre en place et de maintenir pendant toute la durée de la présente autorisation :

1. des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,

2. des bornes de nivellement permettant le contrôle de la cote NGF prescrite à l'article 19.1.
3. une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation qui enfermera dans un premier temps la surface en exploitation puis dans un deuxième temps la surface autorisée. Cette clôture ne sera interrompue qu'au niveau de l'accès par une barrière qui sera fermée en dehors des périodes effectives d'exploitation,
4. des pancartes placées bien en vue et laissées en place pendant toute la durée de l'exploitation signaleront l'existence de la carrière et l'interdiction formelle de pénétrer à toute personne étrangère à l'entreprise. Elles seront régulièrement espacées, à raison d'au moins un panneau par cent mètres, sur la clôture précitée, ainsi qu'au niveau du chemin d'accès,
5. une aire étanche pour le stationnement et le ravitaillement des engins en carburants dans l'emprise du périmètre de la carrière, équipée d'un caniveau capable de collecter les égouttures et relié à un point bas étanche équipé d'un décanteur – déshuileur,
6. **Durant les trois premières années d'exploitation**, un réseau approprié de mesures des retombées de poussières dans l'environnement correctement entretenu conformément à l'annexe au présent arrêté.

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique ; il sera complété par une signalisation routière appropriée.

Ces aménagements doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

#### **ARTICLE 12 : DOCUMENT DE SECURITE ET DE SANTE**

L'exploitant tient à jour le document de sécurité et de santé dans lequel sont déterminés et évalués les risques auxquels le personnel est susceptible d'être exposé.

Ce document précise en outre les mesures prises pour assurer la sécurité et la santé du personnel en ce qui concerne la conception, l'utilisation et l'entretien des lieux de travail et des équipements.

#### **ARTICLE 13 : DECLARATION DE DEBUT D'EXPLOITATION**

**13.1** Dès que les aménagements préliminaires du site permettant la mise en service effective de la carrière ont été mis en place, tels qu'ils sont précisés aux articles 10 et 11 ci-dessus, le titulaire de la présente autorisation adresse au Préfet une déclaration de début d'exploitation, en trois exemplaires et le document attestant la constitution des garanties financières prévues aux articles 14 et suivants, établi suivant le modèle d'acte de cautionnement solidaire joint en annexe du présent arrêté.

**13.2** Le titulaire de la présente autorisation joindra à la déclaration de début d'exploitation, les justifications prescrites à l'article 1.3 et correspondant au(x) premier(s) lot(s) de travaux concerné(s). Ces justifications seront complétées par les quantités de matériaux inertes correspondant à ce(s) lot(s) et susceptibles d'être accueillis dans la carrière dans la perspective du remblaiement de l'excavation pratiquée pour approvisionner ce(s) lot(s).

## **OBLIGATIONS DE GARANTIES FINANCIERES**

### **ARTICLE 14 : DISPOSITIONS GENERALES**

#### **14.1 AVEC JUSTIFICATION DE LA POSSESSION D'UN MARCHE POUR L'APPROVISIONNEMENT EN MATERIAUX DE LA LIGNE LGV**

L'exploitant doit constituer de nouvelles garanties financières d'un montant permettant d'assurer la remise en état de la carrière selon les dispositions prévues à l'article 31 et suivants du présent arrêté.

Le montant de référence (indice TP01= 534,8) des garanties financières devant être constituées dans ce cadre, pour chacune des périodes prévues à l'article 17 ci-après, doit être au moins égal à :

- pour la première période d'exploitation de 5 ans : 69 875 € TTC (1,45 ha d'infrastructures et 1,3 ha de chantier),

Dès que le document attestant la constitution des garanties financières telles que définies ci-dessus sera produit, l'actuel acte de cautionnement solidaire N° 69 444 au profit de la SARL FEDY d'un montant de 53 053 € en date du 19 décembre 2003 délivré par la BNP PARIBAS deviendra caduc et la caution sera alors libérée de toute obligation.

#### **14.2 SANS JUSTIFICATION DE LA POSSESSION D'UN MARCHE POUR L'APPROVISIONNEMENT EN MATERIAUX DE LA LIGNE LGV**

L'exploitant devra fournir un nouveau plan d'extraction prenant en compte la réduction du tonnage qui sera limité à une production annuelle de 70 000 tonnes durant la première phase quinquennale.

- pour la première période d'exploitation de 5 ans, l'exploitant fournira de nouvelles garanties financières prenant en compte la réduction des surfaces d'exploitation,
- pour la deuxième période d'exploitation de 5 ans : 45 660 € TTC (1,5 ha d'infrastructures et 0,78 ha de chantier),
- pour la troisième période d'exploitation de 5 ans : 41 820 € TTC (1,52 ha d'infrastructures et 0,60 ha de chantier),
- pour la quatrième période d'exploitation de 5 ans : 38 890 € TTC (1,54 ha d'infrastructures et 0,56 ha de chantier),
- pour la cinquième période d'exploitation de 5 ans : 38 500 € TTC (1,56 ha d'infrastructures et 0,56 ha de chantier).

**14.3** L'exploitant doit adresser au Préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières six mois avant leur échéance.

**14.4** L'absence de garanties financières entraîne :

- l'obligation de remettre le site immédiatement en état tel que prescrit à l'article 31 et suivants et,
- la suspension de l'activité après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement.

Le non-renouvellement des garanties financières entraîne, dès la constatation de non-renouvellement, la mise en demeure de l'exploitant de renouveler ses garanties financières. A l'expiration des garanties, l'activité est alors suspendue.

Le non-renouvellement des garanties financières, associé au non-respect des conditions de remise en état définies aux articles 31 et suivants entraînent la mise en œuvre conjointe des procédures de mise en demeure de renouvellement des garanties financières prévues ci-dessus et de remise en état prévue ci-après.

## **ARTICLE 15 : MODALITES D'ACTUALISATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES**

### **15.1 Actualisation en fonction de l'érosion monétaire**

- 15.1.1.** Tous les cinq ans, le montant des garanties financières prévu aux articles 14.1 et 14.2 est actualisé, compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.
- 15.1.2.** Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.
- 15.1.3.** L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

### **15.2. Actualisation en fonction de l'utilisation des capacités de production**

Lorsque la quantité des matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au Préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier au moins six mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

- 15.3** Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

## **ARTICLE 16 : APPEL DES GARANTIES FINANCIERES**

- 16. 1.** Le Préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions en matière de remise en état fixées aux articles 31 et suivants du présent arrêté, après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement,
  - soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.
16. 2. La mise en jeu des garanties financières se fait par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée par le Préfet à l'organisme garant.

## **MODALITES D'EXTRACTION**

### **ARTICLE 17 : DISPOSITIONS GENERALES**

17. 1. L'exploitation de la carrière doit être conduite selon les modalités prévues ci-après, telles que définies par le pétitionnaire sur son plan de phasage de l'extraction et coupe du phasage de l'extraction, dont copies sont jointes au présent arrêté;

L'extraction a lieu uniquement les jours ouvrables de 7 h à 22 h.

17. 2. Les matériaux de découverte (hors plaquettes valorisables) et le contenu des poches d'argile rencontrées seront intégralement conservés sur le site en vue de leur réutilisation lors de la remise en état de la carrière ;
17. 3. L'extraction doit être réalisée suivant les 5 phases décrites dans les annexes et détaillées à l'article 19 ci-après. Le phasage proposé intègre un réaménagement du site mené parallèlement aux travaux d'extraction. L'organisation de ce phasage sera le cas échéant modifiée en fonction des justifications apportées par l'exploitant dans le cadre des dispositions fixées à l'article 1.3 du présent arrêté.
17. 4. La quantité de matériaux maximale à extraire est la suivante :

|                                 |                             |
|---------------------------------|-----------------------------|
| Volume de terres végétales      | 11 135 m <sup>3</sup>       |
| Volume à extraire               | 1 395 000 m <sup>3</sup>    |
| Volume de stériles              | 210 000 m <sup>3</sup>      |
| Volume du gisement valorisable  | 1 185 000 m <sup>3</sup>    |
| Tonnage du gisement valorisable | Environ<br>2 370 000 tonnes |

17. 5. L'exploitation de la période (N+1) débutera après remise en état partielle de la période N, front et banquettes en laissant toutefois une certaine distance entre la zone de remise en état et la zone en chantier.
17. 6. **POUR CHAQUE LOT DE TRAVAUX** : avant le début de l'extraction liée à la fourniture de matériaux pour le lot considéré, l'exploitant doit fournir à l'inspection des installations classées la justification prévue à l'article 1.3 du présent arrêté.

## **CONDUITE DE L'EXPLOITATION**

### **ARTICLE 18 : PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE**

18. 1. En cas de découverte "fortuite" de vestiges archéologiques, les lieux seront aussitôt laissés en l'état et le permissionnaire en avisera immédiatement la Direction Régionale des Affaires Culturelles en Franche-Comté à BESANÇON.
18. 2. Durant les travaux d'extraction, et en cas de découverte, il appartiendra aux deux parties de formaliser éventuellement un accord, par convention ou équivalent, établi conformément aux dispositions réglementaires en vigueur et qui définira les modalités liées à la protection du site.

### **ARTICLE 19 : ÉPAISSEUR D'EXTRACTION ET GEOMETRIE DES FRONTS**

19. 1. L'exploitation débutera par l'extraction de la zone Est permettant de disposer d'une place suffisante pour entreposer les stocks et les installations de traitement.

L'exploitation sera poursuivie sur la partie Ouest de la carrière actuelle et l'extraction sera menée jusqu'à la cote 295 NGF présentant un ou deux fronts de taille de 15 m de hauteur maximum. Ensuite, l'exploitation progressera du Sud (entrée de la carrière) vers le Nord.

L'épaisseur d'extraction maximale ne doit pas dépasser 32 mètres. Les gradins alternés seront constitués de 2 fronts de taille subverticaux d'une hauteur de 15 m maximum et séparés par des banquettes de 8 à 10 m de large.

19. 2. L'extraction des matériaux se déroulera en 5 phases de 5 ans conformément au phasage précisé en annexe au présent arrêté.

Au cours des phases d'exploitation, le carreau de la carrière se situera entre la cote 300 NGF au Nord et la cote 295 NGF au Sud. Une pente de 1 % sera conservée en direction de l'entrée de la carrière afin de maintenir un écoulement naturel des eaux.

La précédente autorisation ne prévoyait pas l'exploitation de la partie Nord Est de la parcelle ZC n° 18 compte tenu de sa faible largeur.

La parcelle ZC n° 19 correspondant à l'extension sollicitée étant mitoyenne à la parcelle ZC n° 18, elle permet d'envisager l'extraction de la bande de terrain ZC n° 18 située au Nord qui est maintenant suffisamment large.

Le réaménagement s'effectuera conjointement à l'extraction, les stériles seront utilisés pour remblayer partiellement la carrière.

19. 3. La cote du carreau inférieur ne doit pas se situer au-dessous de 295 mètres NGF.
19. 4. Les banquettes ainsi constituées doivent progresser avec le front d'abattage et être conservées durant toute la durée de l'exploitation de la carrière, y compris lorsque le bord supérieur de l'excavation est arrivé à la limite d'extraction fixée par la conjugaison des dispositions des articles 6 et 19.5 du présent arrêté.
19. 5. Les bords supérieurs de l'excavation seront tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique ;

L'exploitation de la masse doit être arrêtée, à compter des bords de la fouille, à une distance horizontale telle que, compte tenu de la nature et de l'épaisseur tant de la masse exploitée que des terres de recouvrement, l'équilibre des terrains voisins ne soit pas compromis.

## **ARTICLE 20 : METHODE D'EXPLOITATION - MATERIEL - ENGINS**

L'extraction s'effectuera selon le phasage décrit précédemment et l'exploitation sera menée en dent creuse.

Les travaux d'extraction seront réalisés par abattage à l'explosif. Ils s'effectueront par tirs de mines verticales dont l'explosif sera mis à feu par détonateurs avec micro - retard. La charge maximum instantanée unitaire sera de 85 kg.

Les opérations de forage et les tirs seront assurés par la société SACER ou par une entreprise spécialisée.

La fréquence des tirs sera de 2 par semaine durant les 3 premières années d'exploitation permettant d'alimenter les travaux de la ligne LGV. Les années suivantes, la fréquence des tirs sera ramenée à 2 ou 3 par mois maximum.

Aucun produit explosif ne sera stocké sur le site. Ils seront délivrés sur le lieu d'utilisation et mis en œuvre dans la journée.

Après abattage, les matériaux seront repris au chargeur ou en direct à la pelle pour alimenter la trémie de l'installation de traitement mobile. L'installation de traitement suivra les fronts d'extraction (cote 295 à 300 NGF).

## **ARTICLE 21 : STOCKAGE DES PRODUITS DESTINES A LA VENTE**

Les produits finis seront stockés à l'intérieur du périmètre autorisé.

## **VOIRIES - ACCES A LA CARRIERE ET DESSERTE**

### **ARTICLE 22 :**

**22.1** Le présent arrêté ne fait pas obstacle à la réglementation applicable en matière de contribution de l'exploitant à la remise en état des voiries départementales et communales, en particulier les articles L 131.8 et L 141.9 de la loi n° 89.413 du 22 juin 1989 relative au Code de la Voirie Routière.

En particulier, l'accès par la RD 24 devra être maintenu en parfait état et entretenu durant toute la durée de la présente autorisation.

### **22.2 DANS LE CAS OU LA CARRIERE SERAIT EXPLOITEE POUR APPORVISIONNER EN MATERIAUX LA BRANCHE EST DE LA LIGNE LGV**

Pendant les 3 premières années d'exploitation permettant d'alimenter le chantier LGV, un plan de circulation détaillé sera établi en concertation avec la Direction des Services Techniques et des Transports du Conseil Général de la Haute-Saône et Réseau Ferré de France.

Préalablement à toute exploitation et dès que les points d'entrée sur le chantier seront connus, une boucle sera instituée dans les transports évitant le croisement des camions.

Le pétitionnaire devra respecter les itinéraires définis et accepter les contraintes et restrictions fixées de manière à assurer la fluidité et la sécurité du trafic et notamment éviter les croisements dangereux.

Les chantiers locaux seront approvisionnés par le chemin d'accès existant depuis la carrière et reliant déjà la RD 24.

**23.3** A la sortie de la carrière, un bassin décrotteur - débourbeur sera mis en place avant la rampe de la bascule permettant un nettoyage des roues des camions.

De plus, la jonction entre la RD 24 et le chemin de la carrière sera revêtu d'un enduit bicouche émulsion sur une longueur de 50 m afin de parfaire le nettoyage des trains roulants des camions issus de la carrière.

Pendant les périodes pluvieuses, une balayeuse assurera le nettoyage de la voirie.

## **REGISTRE ET PLANS**

### **ARTICLE 23 :**

L'exploitant doit établir un plan de la carrière à une échelle adaptée à sa superficie.

Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- les bords de la fouille,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, (nivellement NGF), en particulier de l'aire des stockages, et des banquettes découpant les fronts,
- les zones remises en état,
- la position des éventuels éléments de surface à protéger et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

#### **ARTICLE 24 :**

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an ; l'exploitant doit le tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement.

### **PREVENTION DES POLLUTIONS**

#### **ARTICLE 25 :**

##### **25.1 Prélèvement d'eau**

Il n'y aura pas de prélèvement, ni d'utilisation d'eau de process sur la carrière ; les faibles quantités d'eau utilisée sur site (arrosage des pistes, rabattage des poussières...) proviendront de l'apport par une cuve à eau externe.

En particulier, il est interdit de nettoyer les engins de chantier sur le site de la carrière.

##### **25.2 Stockage de liquides polluants**

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.

En particulier, les 3 fûts de capacité unitaire de 200 litres présents sur le site et contenant les hydrocarbures nécessaires aux vérifications journalières, seront placés sur cuvette de rétention dont la capacité sera égale au volume total des produits

stockés. Les huiles neuves, graisses, produits antigel, seront également stockés sur rétention étanche.

Un contrôle régulier des engins de chantier sera effectué pour éviter les fuites d'hydrocarbures de réservoirs défectueux et de rupture de circuit hydraulique.

Une aire étanche d'une surface de 72 m<sup>2</sup> bétonnée sera réalisée. Le remplissage des réservoirs des engins mobiles s'effectuera à l'aide d'un camion citerne sur cette aire étanche munie d'un point bas pour récupérer les eaux et les liquides résiduels et les diriger vers un système de décanteur-séparateur d'hydrocarbures.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme des déchets.

Les vidanges et entretiens courants des véhicules sont interdits sur le site et seront effectués dans les ateliers de l'entreprise.

Dans le cas d'un déversement accidentel d'hydrocarbures, toutes les mesures seront prises immédiatement pour récupérer et éviter toute diffusion dans le milieu naturel. Le site sera équipé d'un kit absorbant mis à la disposition du personnel. Des consignes spécifiques expliquant les risques et les moyens d'intervention seront tenues à la disposition du personnel. Les engins présents sur le site pourront être utilisés pour récupérer immédiatement d'éventuels matériaux souillés avant leur élimination vers une décharge agréée.

## **ARTICLE 26 : COLLECTE DES EFFLUENTS**

Les eaux doivent être collectées selon leur nature et, le cas échéant, suivant la concentration des produits qu'elles transportent, et être acheminées vers les traitements dont elles sont justiciables, conformément aux principes généraux de collecte et de traitement précisés ci-après ;

### **26.1. Nature des effluents**

On distingue sur la carrière :

- les eaux vannes et les eaux usées de lavabos, toilettes,
- les eaux pluviales et les eaux d'exhaure,
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

### **26.2. Eaux vannes**

Les eaux vannes des sanitaires et des lavabos sont traitées en conformité avec les règles sanitaires et d'assainissement en vigueur. Notamment, les eaux usées des sanitaires issues des locaux réservés au personnel seront collectées dans une fosse qui sera vidangée régulièrement par une entreprise spécialisée.

### **26.3. Eaux pluviales et eaux d'exhaure**

Les eaux pluviales et les eaux d'exhaure non polluées sont à collecter si nécessaire pour être rejetées dans le milieu naturel après décantation ;

Les normes de rejet dans le milieu naturel sont :

- MEST (matières en suspension totale) : < 35 mg/l (norme NF T 90 105)
- DCO (demande chimique en oxygène sur l'effluent non décanté) : < 125 mg/l (norme NF T 90 101)
- Hydrocarbures : < 10 mg/l (norme NF T 90 114)

#### **26.4. Eaux pluviales susceptibles d'être polluées**

Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées par des hydrocarbures et des matières en suspension telles que les eaux de ruissellement sur aire étanche (approvisionnement en carburant des engins de chantier, entretien, vidange, petites réparations des engins, stationnement des engins) comme celles prévues à l'article 10 ci-dessus, doivent transiter par un dispositif débourbeur-séparateur d'hydrocarbures équipé d'un obturateur automatique avant d'être acheminées dans le milieu naturel en respectant les normes fixées à l'article 26.3. ci-dessus.

La vidange de ce dispositif sera effectuée régulièrement pour éviter tout débordement et au minimum une fois par an.

#### **26.5. Dispositions particulières**

Des analyses, permettant d'assurer un suivi régulier de la qualité des eaux en provenance des captages de la Source d'Argirey et de la Source des Petites Fontaines qui alimentent en eau potable les communes d'Authoison et de Villers Pater, pourront être demandées, en cas de besoin, par l'inspection des installations classées afin de vérifier que la qualité de l'alimentation en eau potable est préservée.

#### **26.6. Déchets**

Tout stockage de déchets est interdit sur le site.

Les déchets industriels banals tels que ferrailles, cartons, plastiques, bois, ... sont récupérés et évacués régulièrement vers les filières de traitement appropriées.

### **ARTICLE 27 : LIMITATION DE L'EMISSION ET DE L'ENVOL DES POUSSIÈRES**

- 27.1.** L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. Les dispositifs de limitation des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux seront, en particulier, aussi complets et efficaces que possible.

L'ensemble du site et de ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les voies de circulation et l'aire de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues. Les pistes sont à arroser surtout en période de sécheresse.

**27.2.** Les appareils de forage des trous de mines seront équipés d'un système d'aspiration – récupération des poussières.

**27.3. DANS LE CAS OU LA CARRIERE SERAIT EXPLOITEE POUR APPORVISIONNER EN MATERIAUX LA BRANCHE EST DE LA LIGNE LGV**

Un réseau approprié de mesure des retombées de poussières dans l'environnement doit être mis en place et régulièrement entretenu.

Le nombre des appareils de mesure est de 3.

L'emplacement des appareils de mesure est reporté sur le plan joint en annexe au présent arrêté.

Les appareils de mesure sont relevés tous les trimestres.

Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Ils sont accompagnés de tous commentaires utiles à leur compréhension.

**27.4.** Au terme de ces 3 premières années d'exploitation, la quantité de matériaux extraits étant inférieure à 150 000 tonnes annuelles, les mesures des retombées de poussières dans l'environnement seront réalisées à la demande de l'inspection des installations classées.

**ARTICLE 28 : BRUIT**

**28.1.** L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

**28.2.** En particulier, les riverains seront prévenus à l'avance en cas d'activité en dehors des horaires habituels.

**28.3.** En dehors des tirs de mines et conformément à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, les émissions sonores engendrées par les installations ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs suivantes :

| Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement) | Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf les dimanches et jours fériés | Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)                                                           | 6 dB(A)                                                                                                | 4 dB(A)                                                                                                     |
| Supérieur à 45 dB(A)                                                                                           | 5 dB(A)                                                                                                | 3 dB(A)                                                                                                     |

Les zones à émergence réglementées sont constituées par :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'arrêté d'autorisation de l'installation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse),
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'arrêté d'autorisation,
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Le respect des critères d'émergence ainsi définis conduit à fixer à la date du présent arrêté, des niveaux de bruit maximum en limite de propriété de la carrière, installations en fonctionnement, selon le tableau ci-dessous :

| EMPLACEMENT                                                            | TOUT POINT DU PERIMETRE AUTORISE |
|------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|
| * les jours ouvrables de 7 h à 22 h                                    | 70 dB(A)                         |
| * tous les jours de 22 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés | 60 dB(A)                         |

Tout constat de dépassement de ces niveaux, notamment à l'occasion des mesures prévues périodiquement devra être complété d'une vérification de l'émergence engendrée par la carrière dans les zones à émergence réglementée.

Les dispositions du présent article sont applicables au bruit global émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement, y compris le bruit émis par les véhicules et les engins.

#### **28.4 Mesures périodiques**

L'exploitant doit faire réaliser à ses frais, dès le début des travaux d'exploitation et de traitement des matériaux ainsi qu'à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation, une campagne de mesures des émissions sonores de son site par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'Inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Ces mesures destinées en particulier à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elles sont réglementées, seront réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations.

Les mesures seront effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et les résultats tenus à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

#### **ARTICLE 29 : VIBRATIONS**

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes (immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments) des

vitesse particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

| BANDE DE FREQUENCE EN HZ | PONDERATION DU SIGNAL |
|--------------------------|-----------------------|
| 1                        | 5                     |
| 5                        | 1                     |
| 30                       | 1                     |
| 80                       | 3/8                   |

Le respect de la valeur ci-dessus sera vérifié dès les premiers tirs réalisés sur la carrière et dans les conditions représentatives d'exploitation et en particulier au niveau des habitations les plus proches, puis à la demande de l'Inspecteur des Installations Classées par campagnes périodiques.

Les résultats des mesures doivent être tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Dans le cas où une campagne de mesures mettrait en évidence le dépassement de normes, une étude est alors élaborée afin de déterminer :

- l'origine de ces dépassements,
- les moyens à mettre en œuvre pour respecter les normes précitées.

## **ARTICLE 30 : PREVENTION DES RISQUES**

### **30.1. Principes généraux**

Toutes dispositions doivent être prises pour prévenir les risques d'incendie et d'explosion. Les moyens de prévention, de protection et de défense contre les sinistres doivent être étudiés avec un soin proportionné à la nature des conséquences de ceux-ci.

### **30.2. Dispositions relatives à la lutte contre l'incendie**

Sans préjudice des dispositions prévues au titre du Règlement Général des Industries extractives, l'installation doit être pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Les voies d'accès à la carrière doivent être utilisables, en tous temps et toutes circonstances, par les engins de secours et de lutte contre l'incendie.

Des consignes de sécurité indiquant le numéro d'appel des Sapeurs-Pompiers et la conduite à tenir en cas d'incendie doivent être affichées sur les lieux.

Un moyen d'alerte des secours publics doit être en permanence à la disposition du personnel présent sur le site.

### **30.3. Dispositions particulières**

Le défrichement des parcelles boisées ne pourra se faire qu'en dehors de la période de reproduction de la faune et uniquement en automne et en hiver.

Un merlon, doublé d'une clôture, aura pour objectif de limiter les risques de chute des animaux sauvages et des chiens, en période de chasse notamment, depuis le sommet des fronts. Ce merlon sera terrassé avec une partie des matériaux de décapage au fur et à mesure de l'avancement du chantier (par phase d'extraction).

La haie située en limite Sud-Est du site sera conservée, constituant une barrière physique et visuelle avec la prairie attenante à la carrière. Il en est de même pour les boisements longeant la partie Ouest de la carrière.

## **REMISE EN ETAT DU SITE**

### **ARTICLE 31 : DISPOSITIONS GENERALES**

**31. 1.** L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

**31. 2.** La remise en état consiste principalement, en plus de la mise en sécurité du site et de l'intégration paysagère, à améliorer les capacités d'accueil faunistique.

Elle comporte notamment :

- la mise en sécurité des fronts de taille,
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage compte tenu de la vocation ultérieure du site.

**31. 3.** La remise en état des terrains exploités pour alimenter la ligne LGV visera à remblayer le maximum des vides alors créés, à l'aide des matériaux inertes de terrassements excédentaires et non valorisables du chantier LGV afin de tendre vers la cicatrisation complète de la zone exploitée dans ce cadre.

**31. 4.** Pour l'application de l'article 1.3 du présent arrêté concernant les capacités de remblaiement de la carrière vis à vis des quantités de déblais de terrassements non valorisables du chantier LGV, l'exploitant précisera

- les lieux de stockage et de remblaiement,
- le transport de ces matériaux,
- les effets sur les eaux (eaux superficielles, eaux souterraines, nécessité de drainage ...),
- les effets sur le paysage (modelage, végétalisation ...),
- la gestion de ces remblais.

## **ARTICLE 32 : SURFACE A REMETTRE EN ETAT**

La surface à remettre en état est de 10 ha 21 a 50 ca. Elle sera ajustée au prorata des surfaces qui auront été dans les faits exploitées et occupées pour dégager les volumes de matériaux extraits pour les lots de travaux désignés à l'article 1.2 du présent arrêté et fournis par le titulaire de la présente autorisation.

## **ARTICLE 33 : MODALITES DE REMISE EN ETAT**

**33.1.** La carrière doit être remise en état, dans la mesure du possible, au fur et à mesure de l'avancement des fronts et selon les modalités prévues ci-après, telles que définies par le pétitionnaire dans son dossier de demande et notamment sur le plan de principe de remise en état joint au présent arrêté.

**33.2.** Les principaux aménagements sont les suivants :

- Aménagement et mise en sécurité des fronts de taille qui seront systématiquement purgés. Des pièges à cailloux seront installés limitant ainsi le risque de chutes de pierres.
- Les matériaux de découverte seront utilisés pour la création d'un merlon en limite d'autorisation. Doublé d'une clôture, ce merlon permettra de réduire les risques de chute des animaux depuis le sommet des fronts de taille.
- Le carreau du site sera laissé en l'état, à la demande de la commune d'Authoison, qui souhaite y stocker des grumes.

### **33.3. APPORT DE MATERIAUX INERTES**

Pendant les 3 premières années d'exploitation et compte tenu de la distance relativement proche du site par rapport au chantier LGV, des matériaux inertes impropres à la construction de la ligne LGV provenant des terrassements excédentaires de ce chantier pourront être acceptés.

Ces matériaux serviront au réaménagement de la carrière permettant le comblement partiel des zones extraites.

Une procédure de contrôle visuel et olfactif sera établie sur le site.

Les apports de déchets inertes en provenance d'autres sites sont interdits.

**33.4.** L'exploitant doit notifier au Préfet chaque phase de remise en état et, le cas échéant, celle qui concerne les terrains exploités dans le cas des dispositions de l'article 1.2 du présent arrêté.

## **ARTICLE 34 : DATE DE FIN DE LA REMISE EN ETAT**

La remise en état totale du site doit être achevée au moins 6 mois avant le terme de la présente autorisation. Pour les terrains exploités dans le cadre des dispositions de l'article

1.2 du présent arrêté, cette remise en état devra être achevée dans le délai d'un an à partir de la fin des travaux d'extraction et de traitement des matériaux considérés.

#### **ARTICLE 35 : REMISE EN ETAT NON CONFORME A L'ARRETE D'AUTORISATION**

Toute infraction aux prescriptions ci-dessus relatives aux conditions de remise en état constitue après mise en demeure un délit conformément aux dispositions de l'article L 514-11 du Code de l'Environnement.

### **FIN D'EXPLOITATION**

#### **ARTICLE 36 :**

L'exploitant doit adresser au Préfet au moins un an avant la date d'expiration de la présente autorisation une notification de fin d'exploitation et un dossier comprenant :

- le plan à jour de l'installation (accompagné de photos) ;
- le plan de remise en état définitif ;
- un mémoire sur l'état du site.

Le mémoire sur l'état du site précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement susvisé et notamment :

- 1) L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site ;
- 2) La dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées ;
- 3) L'insertion du site de l'installation dans son environnement ;
- 4) En cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.

Lorsque les travaux prévus pour la cessation d'activité par l'arrêté d'autorisation sont réalisés, l'exploitant en informe le Préfet.

Par dérogation aux dispositions précitées, le délai de notification d'un an est ramené à 6 mois pour les terrains qui seraient exploités dans le cadre des dispositions de l'article 1.2 du présent arrêté.

### **LEVÉE DE L'OBLIGATION DES GARANTIES FINANCIERES**

#### **ARTICLE 37 :**

A la suite de la constatation de la conformité de la remise en état par un procès-verbal de récolement rédigé par l'Inspecteur des Installations Classées après avis du maire de la commune d'Authoison l'obligation de garanties financières imposée à l'article 14 du présent arrêté est levée par voie d'arrêté préfectoral pris dans les formes prévues à l'article 18 du décret du 21 septembre 1977. Copie de l'arrêté susvisé est adressée, par le Préfet, à l'établissement garant.

## **DISPOSITIONS A CARACTERE ADMINISTRATIF**

### **ARTICLE 38 : SANCTIONS EN MATIERE D'INFRACTION AUX REGLEMENTS D'HYGIENE ET DE SECURITE DU PERSONNEL**

Sans préjudice des sanctions de toutes natures prévues par la législation et la réglementation relatives aux installations classées, les infractions aux dispositions du règlement de police des carrières en matière de sécurité et de santé du personnel seront passibles des sanctions prévues à l'article 141 du Code Minier.

Au besoin, l'interdiction provisoire ou définitive de l'exploitation pourra être prononcée, si les travaux d'exploitation de la carrière sont de nature à compromettre gravement la sécurité et la santé du personnel.

### **ARTICLE 39 :**

Le présent arrêté cesse de produire effet lorsque l'installation classée n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

### **ARTICLE 40 :**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Cette disposition s'applique notamment pour ce qui concerne les quantités de matériaux à extraire et la remise en état des lieux par apport de matériaux inertes pour combler totalement ou partiellement l'excavation résultant des extractions conduites pour l'approvisionnement en matériaux de la ligne LGV.

### **ARTICLE 41 :**

Le changement d'exploitant est subordonné à une nouvelle autorisation accordée dans les conditions prévues à l'article 23.2 du décret n° 77.1133 du 21 juillet 1977.

### **ARTICLE 42 :**

Lorsqu'il se produit dans la carrière des faits et dommages de nature à compromettre la sécurité et la salubrité publique, l'exploitant doit en aviser immédiatement le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement et le maire de la commune.

#### **ARTICLE 43 :**

Le titulaire de la présente autorisation est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511 du Code de l'Environnement.

#### **ARTICLE 44 :**

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 207 en date du 1<sup>er</sup> février 1991 autorisant l'exploitation de la carrière d' AUTHOISON au profit de la SARL FEDY Frères demeurant à COGNIERES sont abrogées. Elles sont remplacées par les prescriptions du présent arrêté.

#### **ARTICLE 45 : DELAI ET VOIE DE RECOURS**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Les tiers disposent d'un délai de 6 mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation prévu à l'article 13 du présent arrêté.

#### **ARTICLE 46 : PUBLICITE ET NOTIFICATION**

Le présent arrêté sera notifié à la SARL FEDY Frères dont le siège social est situé à COGNIERES (70230).

Un extrait du présent arrêté sera affiché en permanence de façon lisible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un extrait sera publié, aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux ou régionaux et affiché en mairie d' AUTHOISON par les soins du Maire pendant un mois.

#### **ARTICLE 47 : EXECUTION**

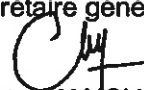
La Secrétaire Générale de la Préfecture de la HAUTE SAONE, le Maire d' AUTHOISON ainsi que le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie conforme sera également adressée aux :

- Conseil Général de la Haute-Saône, Direction des Services Techniques et des Transports
- Conseils municipaux de Vy les Filain, Villers Pater, Ruhans, Pennesières, Vellefaux, Authoison, Filain, Quenoche, Echenoz le Sec

- Directeur Départemental de l'Équipement,
- Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Chef du Service de Défense et de Protection Civile,
- Chef du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine (Architecte des Bâtiments de France),
- Directeur Régional des Affaires Culturelles,
- Directeur Régional de l'Environnement,
- Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Franche-Comté à BESANCON,
- Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Franche-Comté – Groupe de Subdivisions Centre, antenne de MISEREY, à ECOLE VALENTIN.

Fait à Vesoul, le 26/06/2006

pour le préfet et par délégation  
la secrétaire générale

  
Chantal MAUCHET

Limite d'autorisation d'exploiter  
Points de mesure des poussières (•)



Pour le préfet  
et par délégation.  
La secrétaire générale

Chantal MAUCHET

*Ch*

Carrière autorisée par  
l'arrêté du 1er février 1991

— Limite d'autorisation de la  
présente demande

Chemin de  
défrutement

Chemin d'exploitation

Road départementale

| Commune                      | Section | Parcelle n° | Surface          |
|------------------------------|---------|-------------|------------------|
| Autoison                     | ZC      | 18          | 6 ha 67 a 50 ca  |
|                              |         | 19          | 3 ha 54 a 00 ca  |
| Surface totale de la demande |         |             | 10 ha 21 a 50 ca |

Carrière actuelle  
Extension

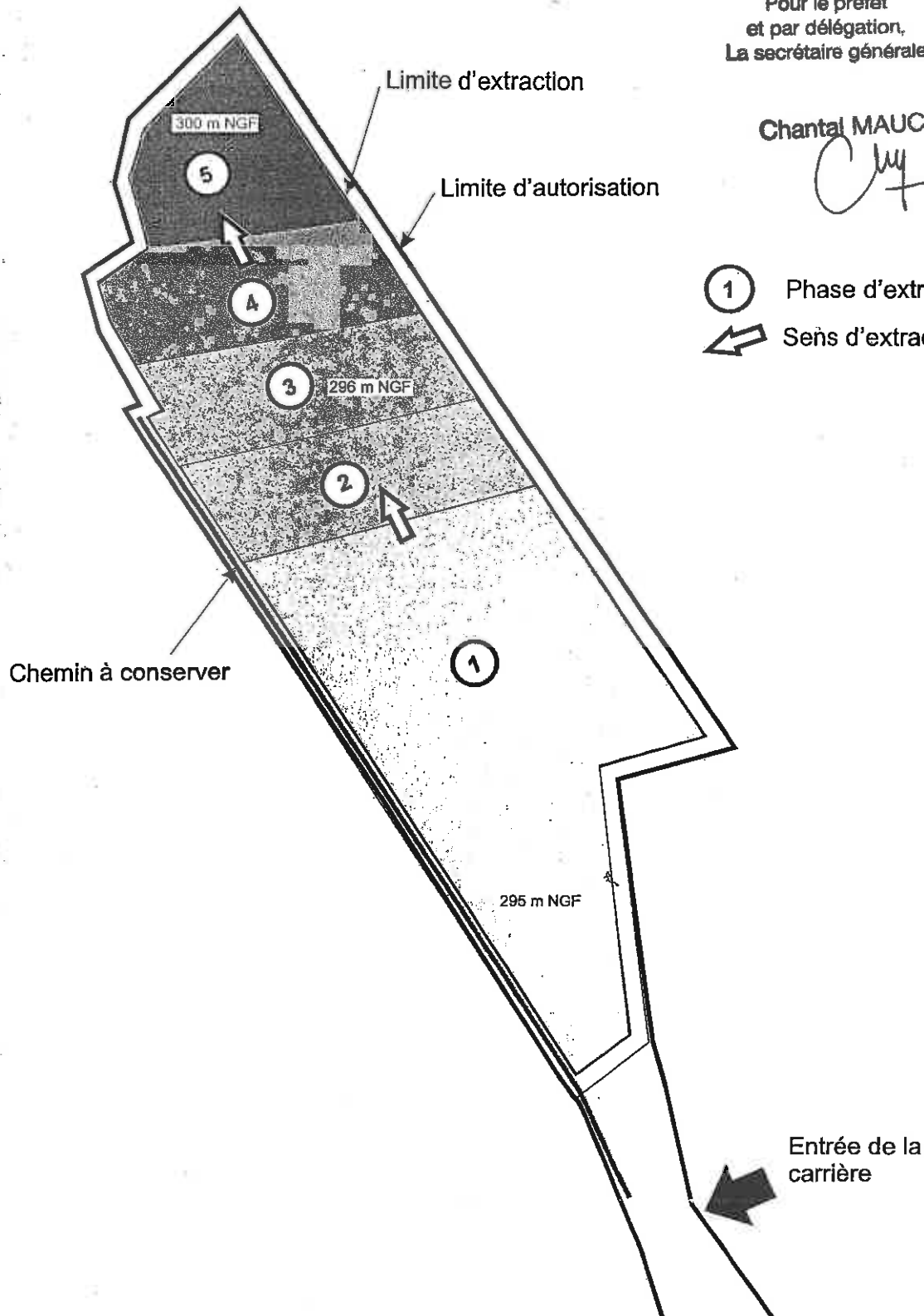


Phasage d'extraction

Pour le préfet  
et par délégation,  
La secrétaire générale

Chantal MAUCHET

- ① Phase d'extraction
- ↖ Sens d'extraction



# Annexe à l'arrêté préfectoral n° 1578 du 26/06/2006

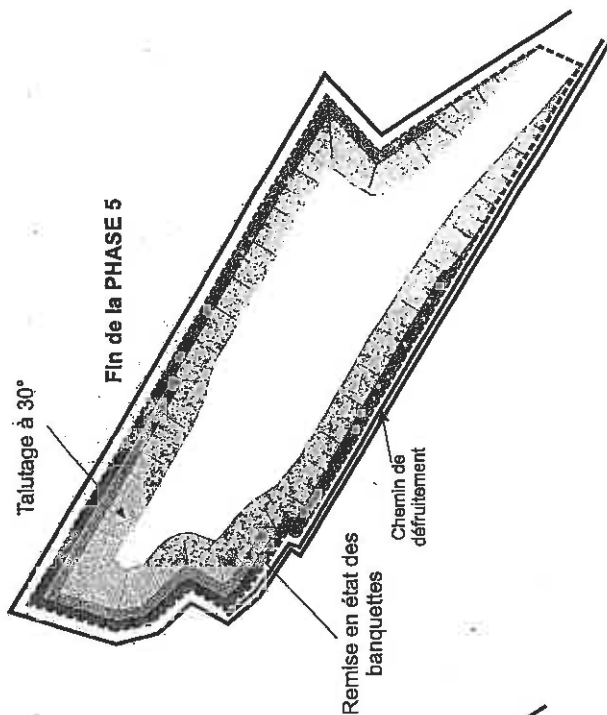
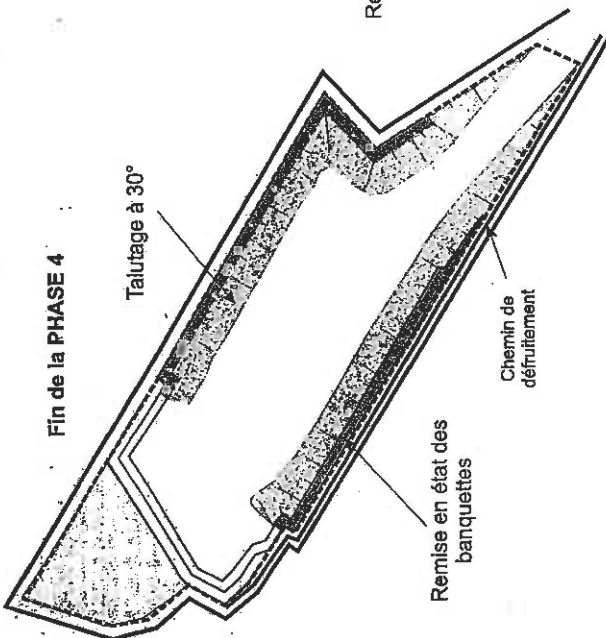
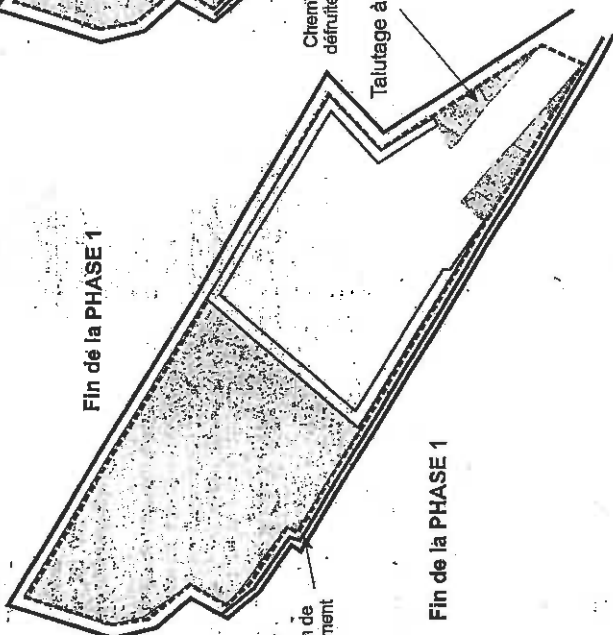
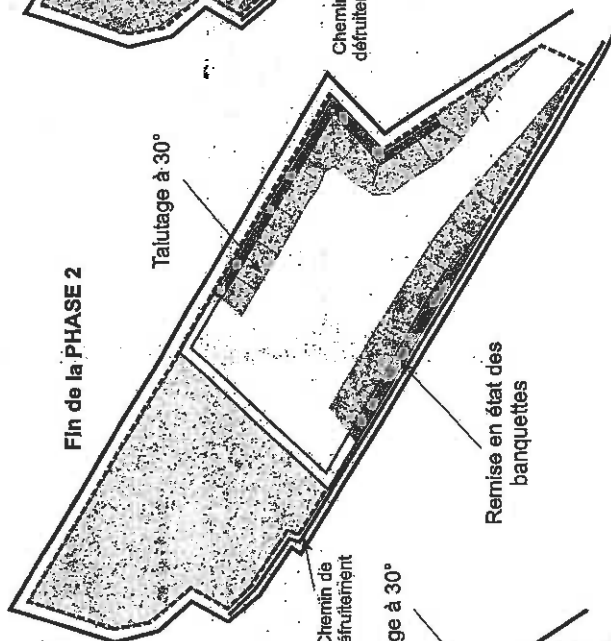
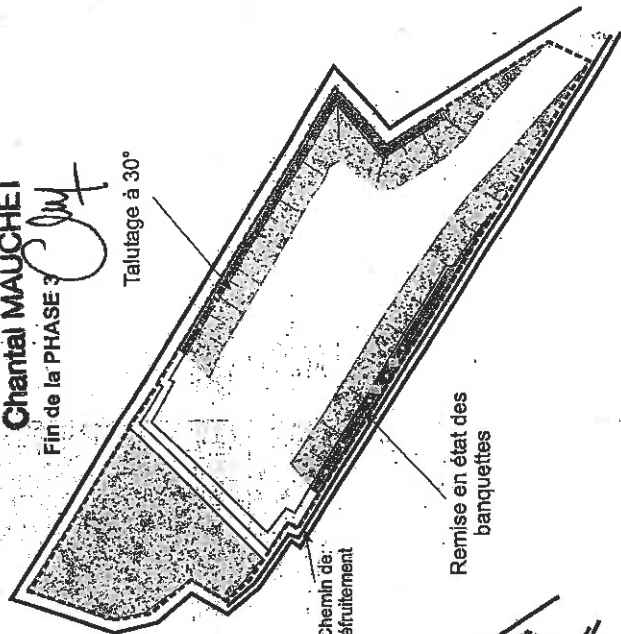
Plan de remise en état

Pour le préfet  
et par délégation,

La secrétaire générale

**Chantal MAUCHET**

Fin de la PHASE 3



## LEGENDE

☐ Zone restant à extraire



Annexe à l'arrêté préfectoral n° 1578 du 26/06/2006

Pour le préfet  
et par délégation,  
La secrétaire générale

## Acte de cautionnement solidaire

Chantal MAUCHET

L'établissement ..... (1) immatriculé au registre du commerce et des sociétés de ..... sous le numéro ..... représenté par ..... dûment habilité en vertu de ..... (2),

Après avoir rappelé qu'il a été porté à sa connaissance que : ..... (3) ci-après dénommé(e) "le cautionné", titulaire de l'autorisation donnée par arrêté préfectoral en date du ..... (4) du préfet du ..... d'exploiter ..... (5) a demandé à l'établissement susvisé ci-après dénommé "la caution" de lui fournir son cautionnement solidaire,

déclare par les présentes, en application de l'article L516.1 du titre premier du livre V du code de l'environnement et des articles 23-2 et suivants du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, se constituer caution solidaire en renonçant aux bénéfices de division et de discussion, d'ordre et pour le compte du cautionné dans les termes et sous les conditions ci-après :

- (1) Dénomination, forme, capital, siège social de l'établissement de crédit ou de l'entreprise d'assurance et éventuellement adresse de sa succursale souscriptrice du cautionnement.
- (2) Pouvoir ou habilitation avec mention de sa date
- (3) Personne morale de droit privé ou public ou personne physique (désignation complète)
- (4) Date de l'arrêté préfectoral
- (5) Catégorie d'installation autorisée avec les numéros de rubrique correspondants de la nomenclature des installations classées et le lieu de l'implantation de l'installation

### Article 1er : Objet de la garantie

Le présent cautionnement constitue un engagement purement financier. Il est exclusif de toute obligation de faire et il est consenti dans la limite du montant maximum visé à l'article 2 en vue de garantir au préfet susvisé le paiement en cas de défaillance du cautionné des dépenses liées à la remise en état du site après exploitation.

La présente garantie ne couvre pas les indemnisations dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par le fait de pollution ou d'accident causé par l'activité de ce dernier.

### Article 2 : Montant

Le montant maximum du cautionnement est de ..... euros (7).

(7) Montant en chiffres et en lettres;

### Article 3 : Durée

#### 3.1 Durée

Le présent engagement de caution prend effet à compter du ..... (8). Il expire le ..... (9) 18 heures. Passé cette date il ne pourra plus y être fait appel.

#### 3.2 Renouvellement

Le cautionnement pourra être renouvelé dans les mêmes conditions que celles objets des présentes, sous réserve :

- que le cautionné en fasse la demande au moins ..... (10) mois avant l'échéance;
- et que la caution marque expressément son accord de renouvellement au bénéficiaire.

Cet accord devra intervenir, conformément à l'article 23-3, dernier alinéa, du décret du 21 septembre 1977 susvisé, au moins trois mois avant l'échéance du cautionnement.

#### 3.3 Caducité

Le cautionnement deviendra automatiquement caduc et la caution sera libérée de toute obligation en cas de fusion-absorption du cautionné, après autorisation de changement d'exploitant en faveur de l'absorbant.

(8) Date d'effet de la caution

(9) Date d'expiration de la caution

(10) Délai de préavis

### Article 4 : Mise en jeu du cautionnement

En cas de non-exécution par le cautionné d'une ou des obligations mises à sa charge et ci-dessus mentionnées, le présent cautionnement pourra être mis en jeu par le préfet susvisé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à la caution à l'adresse ci-dessus indiquée, dans l'un des cas suivants :

- soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L514.1 du titre premier du livre V du code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés au cautionné;
- soit en cas de disparition du cautionné personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès du cautionné personne physique.

Dans tous les cas, aux fins de mettre en jeu le cautionnement, le préfet devra mentionner que les conditions précisées ci-dessus ont été remplies.

### Article 5 : Attribution de compétence

Le présent cautionnement est soumis au droit français avec compétence des tribunaux français.

Fait à ..... , le .....